

# Halte au massacre

En réaction aux attaques menées par le Hamas le 7 octobre, l'armée israélienne bombarde sans relâche depuis une semaine la bande de Gaza, territoire extrêmement dense où vivent 2,3 millions de personnes.

Vendredi 13 octobre, l'armée israélienne a lancé un ultimatum à la population de Gaza en ordonnant à un million de personnes de se déplacer en 24 heures vers le sud du territoire.

Cette demande est irréaliste et dangereuse, et annonce une opération militaire terrestre d'ampleur à Gaza où de très nombreuses victimes civiles sont à craindre. On dénombre déjà 2900 morts à Gaza dont un millier d'enfants suites aux bombardements menés par l'armée israélienne qui vise y compris des hôpitaux, ce que dénoncent l'ONU et les ONG sur place.

L'armée israélienne a également imposé un blocus total de la bande de Gaza, privée d'eau et d'électricité, blocus que l'ONU a jugé interdit par le droit international.

De nombreuses ONG attestent que cette armée utilise des armes au phosphore lors de ses bombardements, armes prohibées en zones habitées.

Le gouvernement Français apporte un total soutien au gouvernement d'extrême droite israélien et interdit toutes les mobilisations de solidarité avec le peuple palestinien martyr, avec l'aval d'une grande partie de la classe politique et médiatique.

Il faut au contraire tout faire pour apporter notre soutien à la résistance palestinienne, et stopper le massacre en cours à Gaza. Au delà de cette urgence, il nous faut continuer d'exiger, comme l'Union Syndicale Solidaires l'a toujours fait, la fin de l'occupation et de l'apartheid que subit le peuple palestinien. C'est à cette condition seulement que pourra enfin advenir une paix durable dans la région.

## **L'Union Syndicale Solidaires 91 dénonce fermement :**

- Les bombardements massifs des populations.
- La situation d'apartheid, la politique de colonisation et l'occupation des territoires palestiniens mises en place depuis des décennies par l'État d'Israël et ses gouvernements successifs.
- Le blocus imposé sur la bande de Gaza.
- Le déplacement d'un million de Gazaoui·es ordonné par Israël.
- Les attaques ciblées de civils menées par le Hamas et par l'armée israélienne.
- L'utilisation d'armes au phosphore par l'armée israélienne.
- La position du gouvernement français qui annonce son soutien total et inconditionnel au gouvernement israélien.
- Toute récupération de ce conflit à des fins antisémites ou islamophobes en France.
- L'interdiction et la criminalisation en France des mobilisations en soutien au peuple Palestinien.

**Contre le blocus et l'offensive militaire à Gaza, contre tous les racismes, pour le droit de manifester !**

